

N° 5054

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

portant douzième modification de l'annexe 1 de la loi modifiée du
11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché de
l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

* * *

(Dépôt: le 19.11.2002)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (18.11.2002).....	1
2) Texte du projet de règlement	2
3) Exposé des motifs.....	4
4) Avis de la Chambre d'Agriculture.....	5
– Dépêche du Président de la Chambre d'Agriculture au Ministre du Travail et de l'Emploi (21.10.2002).....	5

*

DEPECHE DU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

(18.11.2002)

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre du Travail et de l'Emploi, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, avec prière de bien vouloir en saisir la Conférence des Présidents.

Je joins le texte du projet, l'exposé des motifs ainsi que *l'avis de la Chambre d'Agriculture* y relatif.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Le Ministre aux Relations
avec le Parlement,*
François BILTGEN

*

TEXTE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses, et notamment son article 4;

Vu la directive 2001/90/CE de la Commission du 26 octobre 2001 portant septième adaptation au progrès technique (créosote) de l'annexe 1 de la directive 76/769/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses;

Vu la directive 2001/91/CE de la Commission du 29 octobre 2001 portant huitième adaptation au progrès technique de l'annexe 1 de la directive 76/769/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (hexachloroéthane);

Vu la directive 2002/62/CE de la Commission du 9 juillet 2002 portant neuvième adaptation au progrès technique des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (composés organostanniques);

Vu l'avis de la Chambre des employés privés, de la Chambre de travail, de la Chambre de commerce, de la Chambre des métiers et de la Chambre d'agriculture;

Vu l'avis de l'Administration de l'environnement, du Laboratoire national de santé et de l'Inspection du travail et des mines;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Vu l'assentiment de la conférence des Présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre ministre du Travail et de l'Emploi, de Notre ministre de la Justice, de Notre ministre de l'Environnement et de Notre ministre de la Santé, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. premier.— A partir du 1er janvier 2003, le point 21 de l'annexe 1 est remplacé par le point suivant:

- Composés organostanniques
1. Ne peuvent pas être mis sur le marché comme substances et composants de préparations destinées à être utilisées en tant que biocides dans des peintures à composants non liés chimiquement.
 2. Ne peuvent pas être mis sur le marché ou utilisés comme substances et composants de préparations faisant fonction de biocides pour empêcher la salissure par micro-organismes, plantes ou animaux sur:
 - a) tous les navires destinés à être utilisés sur des voies de navigation maritime, côtière, d'estuaire et intérieure et sur des lacs, quelle que soit leur longueur;
 - b) les cages, les flotteurs, les filets ainsi que tout autre appareillage ou équipement utilisés en pisciculture ou en conchyliculture;
 - c) tout appareillage ou équipement totalement ou partiellement immergé.

3. Ne peuvent pas être utilisés comme substances et composants de préparations destinées à être utilisées dans le traitement des eaux industrielles.

Art. 2.– A partir du 30 juin 2003, les points 33 et 42 de l'annexe 1 sont remplacés par les points suivants:

33. Substances et préparations contenant une ou plusieurs des substances suivantes:
- a) créosote
EINECS No 232-287-5
CAS No 8001-58-9
 - b) huile de créosote
EINECS No 263-047-8
CAS No 61789-28-4
 - c) distillats de goudron de houille, huiles de naphthalène
EINECS No 283-484-8
CAS No 84650-04-4
 - d) huile de créosote, fraction acénaphène
EINECS No 292-605-3
CAS No 90640-84-9
 - e) distillats supérieurs goudron de houille
EINECS No 266-026-1
CAS No 65996-91-0
 - f) huile anthracénique
EINECS No 292-602-7
CAS No 90640-80-5
 - g) phénols de goudron, charbon, pétrole brut
EINECS No 266-019-3
CAS No 65996-85-2
 - h) créosote de bois
EINECS No 232-419-1
CAS No 8021-39-4
 - i) résidus d'extraction alcalins (charbon), goudron de houille à basse température
EINECS No 310-191-5
CAS No 122384-78-5
1. Ne peuvent être utilisés pour le traitement du bois. En outre, la mise sur le marché du bois ainsi traité est interdit.
2. Dérogations:
- i) Ces substances et préparations peuvent être utilisées pour le traitement du bois dans les installations industrielles ou par des utilisateurs professionnels visés par la législation sur la protection des travailleurs pour le retraitement exclusif in situ si elles contiennent:
 - a) une concentration de benzo[a]pyrène inférieure à 0,005% en poids;
 - b) une concentration de phénols extractibles par l'eau inférieure à 3% en poids;
 Ces substances et préparations utilisées pour le traitement du bois dans les installations industrielles ou par des utilisateurs professionnels:
 - ne peuvent être mises sur le marché que dans un emballage d'une capacité de 20 litres ou plus,
 - ne peuvent être vendues aux consommateurs.
 Sans préjudice de l'application d'autres dispositions réglementaires en matière de classification, d'emballage et d'étiquetage des substances et préparations dangereuses, l'emballage de ces substances et préparations doit porter d'une manière lisible et indélébile la mention suivante: „Réservé aux installations industrielles ou aux utilisateurs professionnels.“
 - ii) Les bois traités dans les installations industrielles ou par des utilisateurs professionnels selon le point i) et qui sont mis sur le marché pour la première fois ou retraités in situ sont réservés à usage exclusivement professionnel et industriel, comme, par exemple, dans les chemins de fer, les lignes électriques, les clôtures, l'agriculture (par exemple, échalas d'arbres fruitiers), les installations portuaires ou les voies fluviales.
 - iii) En ce qui concerne les bois traités avec des substances visées aux points 33 a) à i) avant l'entrée en vigueur du présent règlement grand-ducal, l'interdiction de mise sur le marché énoncée au point 1 ne s'applique pas aux bois placés sur le marché de l'occasion en vue d'une réutilisation.
3. Cependant, les bois traités selon les points 2ii) et iii) ne peuvent être utilisés:
- à l'intérieur de bâtiments, quelle que soit leur destination,
 - dans les jouets,
 - sur les terrains de jeu,
 - dans les parcs, jardins ou autres lieux récréatifs publics situés en plein air en cas de risque de contact fréquent avec la peau,

- dans la fabrication de meubles de jardin, tels que les tables de camping,
 - pour la confection, l'utilisation et le retraitement:
 - de conteneurs destinés à la culture,
 - d'emballages, pouvant entrer en contact avec des produits bruts, intermédiaires et/ou finis destinés à l'alimentation humaine et/ou animale,
 - des autres matériels susceptibles de contaminer lesdits produits.
42. Hexachloroéthane Ne peut être utilisé dans la fabrication ou la transformation des métaux
 EINECS No 2006664 non ferreux.
 CAS No 67-72-1

Art. 3.– Notre ministre du Travail et de l'Emploi, Notre ministre de la Justice, Notre ministre de l'Environnement et Notre ministre de la Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le règlement grand-ducal du 25 avril 1997 portant cinquième modification de l'annexe 1 de la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses prévoit certaines limitations de mise sur le marché et d'utilisation de la créosote.

Selon les conclusions de la récente étude „*Dermal Carcinogenicity Study of two Coal Tar Products by Chronic Epicutaneous Application in Male CD-1 Mice (78 weeks)*”, [rapport final du Fraunhofer Institute of Toxicity and Aerosol Research (Hanovre, Allemagne)]⁴, la créosote présente un pouvoir cancérigène supérieur au niveau précédemment estimé.

L'étude a été présentée au niveau de la Commission Européenne au comité scientifique de la toxicité, de l'écotoxicité et de l'environnement (CSTEE) en vue d'une évaluation par les pairs (*Opinion on Cancer risk to consumers from Creosote containing less than 50 ppm benzo-[a]-pyrene and/or from wood treated with such Creosote and estimation of respective magnitude* [avis émis lors de la huitième réunion plénière du CSTEE (Bruxelles, 4 mars 1999)] – Internet: http://europa.eu.int/comm/food/fs/sc/sct/out29_en.html). Selon le CSTEE, l'étude est bien conçue et il existe des éléments scientifiques suffisants pour soutenir l'idée que la créosote à une concentration en benzo[a]pyrène (B[a]P) de moins de 0,005% en poids, et/ou le bois traité avec cette créosote présentent un risque de cancer pour les consommateurs et que l'ampleur du risque est clairement préoccupante.

L'analyse des avantages et des risques liés au renforcement des limitations de mise sur le marché et d'utilisation de la créosote (*Analysis on the Advantages and Drawbacks of Restrictions on the Marketing and Use of Creosote*, Risk and Policy Analysts Limited, (Norfolk, Royaume-Uni) a montré notamment que la majorité de la créosote à usage industriel dans la Communauté contient d'ores et déjà moins de 0,005% de B[a]P en poids et que les risques pour la santé résultant de la créosote et/ou du bois créosote devraient être faibles dans les applications industrielles.

Il convient d'adapter au progrès technique les limitations applicables à la créosote.

Le règlement grand-ducal du 29 juin 1998 portant sixième modification de l'annexe 1 de la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses interdit l'utilisation de l'hexachloroéthane dans la fabrication et la transformation des métaux non ferreux, mais dispose que, par dérogation, le Ministre du travail et de l'emploi peut autoriser son utilisation, sous certaines conditions, dans les fonderies non intégrées d'aluminium et la production de certains alliages de magnésium.

Les limitations de l'utilisation de l'hexachloroéthane imposées par le présent règlement grand-ducal tiennent compte de l'évolution des connaissances et des techniques dans le domaine des produits de remplacement.

Les dérogations n'étant plus nécessaires, il convient d'adapter au progrès technique l'annexe 1 pour l'hexachloroéthane en supprimant les dérogations.

Le règlement grand-ducal du 16 mars 2001 portant dixième modification de l'annexe 1 de la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses interdit l'emploi des composés organostanniques dans des produits antisalissures sur les coques de bateaux d'une longueur inférieure à vingt-cinq mètres et des navires principalement destinés à être utilisés sur des voies de navigation intérieure, quelle que soit leur longueur.

Des études scientifiques ont montré que certains systèmes antisalissures utilisés sur les bateaux présentent un risque important pour l'environnement aquatique.

Il y a donc lieu de renforcer les interdictions de ces substances.

*

AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE

DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE AU MINISTRE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

(21.10.2002)

Monsieur le Ministre,

La Chambre d'Agriculture a analysé le projet de règlement grand-ducal sous rubrique en sa séance plénière.

Elle n'a pas d'observation particulière à formuler.

Veillez croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de notre plus haute considération.

Le Secrétaire général,
Robert LEY

Le Président,
Marco GAASCH

